



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 23, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Conseil Présidentiel de Transition d'Haïti s'est scindé en factions concurrentes alors que cinq membres ont voté pour révoquer le Premier ministre Fils-Aimé malgré les avertissements sévères des États-Unis et du Canada. Les États-Unis ont explicitement rejeté cette démarche comme nulle et non avenue et ont qualifié les membres du CPT participants de criminels alliés aux gangs. Cette crise exécutive se déroule quinze jours avant l'expiration du mandat constitutionnel le 7 février 2027. Les opérations de sécurité sur la Route Nationale 1 continuent de produire des gains tactiques mais échouent à sécuriser un accès soutenu entre Port-au-Prince et l'Artibonite. La combinaison d'une rupture institutionnelle de haut niveau et d'un contrôle territorial persistant des gangs crée des risques immédiats pour la continuité de la gouvernance et la viabilité des corridors humanitaires.

SYNTHÈSE RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Cinq des neuf membres du CPT ont signé une résolution pour révoquer le Premier ministre Fils-Aimé le 22 janvier avec une mise en œuvre prévue dans les trente jours.

Les États-Unis et le Canada ont émis des avertissements publics sans précédent qualifiant l'action d'illégitime et menaçant de mesures contre les responsables participants.

Le Président du CPT Laurent Saint-Cyr a rejeté la tentative de révocation créant une division interne au sein du conseil.

La Route Nationale 1 demeure contestée avec des opérations actives à Bercy et des événements de déplacement à Montrouis.

Les déploiements de la Force de Suppression des Gangs demeurent à environ mille personnels avec un déploiement complet non prévu avant l'été 2026.

DÉVELOPPEMENT 1: Le 22 janvier 2026 cinq membres du Conseil Présidentiel de Transition d'Haïti ont signé une résolution pour destituer le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé de ses fonctions. Les signataires Fritz Alphonse Jean, Leslie Voltaire, Louis Gérald Gilles, Edgard Leblanc Fils et Smith Augustin représentent une majorité de l'organe de neuf membres. Le membre du CPT Leslie Voltaire et le Président pro tempore du CPT Edgard Leblanc Fils ont publiquement confirmé l'action le 23 janvier déclarant que le Conseil remplacerait le Premier ministre dans un délai maximum de trente jours. Voltaire a indiqué qu'il y aurait une pause pour permettre aux groupes politiques de négocier un arrangement de succession acceptable avant l'expiration du mandat le 7 février 2027.

Le gouvernement des États-Unis a répondu avec une sévérité extraordinaire. L'ambassade américaine à Port-au-Prince a émis un avertissement le 21 janvier déclarant que toute tentative de modifier la composition du gouvernement à ce stade avancé serait considérée comme une manœuvre visant à saper les objectifs de transition et serait donc nulle et non avenue. Le bureau des Affaires de l'Hémisphère Occidental du Département d'État a escaladé le langage le 22 janvier qualifiant les membres du CPT poursuivant cette voie non de patriotes haïtiens mais de criminels comme les gangs avec lesquels ils conspirent. Le Secrétaire d'État Marco Rubio s'est entretenu directement avec le Premier ministre Fils-Aimé le 23 janvier pour réaffirmer le soutien des États-Unis à son leadership continu. L'ambassade du Canada a émis une déclaration parallèle le 22 janvier exprimant une profonde préoccupation et menaçant de mesures contre tout acteur compromettant la paix et la stabilité d'Haïti.

L'action a créé une scission immédiate au sein du Conseil Présidentiel de Transition lui-même. Laurent Saint-Cyr agissant en tant que Président pro tempore du CPT a émis une déclaration le 22 janvier rejetant tout changement de gouvernement à l'approche de la date limite du 7 février. Saint-Cyr a averti que remplacer le Premier ministre à ce stade saperait la stabilité institutionnelle et contredirait les objectifs de la transition. Cela crée des revendications concurrentes d'autorité au sein du conseil avec cinq membres affirmant le pouvoir de révoquer le Premier ministre tandis que le coordonnateur et au moins trois autres membres s'opposent à la démarche. La base légale de la révocation demeure contestée car le décret établissant le CPT le 12 avril 2024 n'accorde pas explicitement au conseil l'autorité de destituer un Premier ministre en fonction.

Le calendrier amplifie la crise. Avec seulement quinze jours restants avant l'expiration du mandat constitutionnel le 7 février 2027 le délai de remplacement de trente jours annoncé par Leblanc s'étend bien au-delà de la période d'autorité légale du Conseil. Cela soulève des questions fondamentales sur la légitimité de la succession et crée de multiples scénarios de paralysie de la gouvernance. Les acteurs internationaux y compris les Nations Unies ont explicitement appelé à éviter la fragmentation politique et à assurer la continuité pendant cette phase critique. Les États-Unis et le Canada se positionnant comme opposants explicites de la majorité du CPT créent une pression externe sans précédent sur les arrangements institutionnels domestiques d'Haïti avec des sanctions potentielles ou des actions de visa contre les cinq signataires maintenant une possibilité réaliste.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été établi par décret le 12 avril 2024 suite à la démission du Premier ministre Ariel Henry pour gérer la transition d'Haïti jusqu'à ce que les autorités élues puissent assumer leurs fonctions. Le décret spécifiait un mandat se terminant le 7 février 2027 aligné sur le terme constitutionnel qui aurait conclu pour un président élu. Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a été nommé en novembre 2025 remplaçant Garry Conille après que le Conseil ait cité des désaccords de gouvernance. Cela marque la deuxième transition de Premier ministre sous l'autorité du CPT en moins de trois mois.

POINTS DE DISCUSSION

La majorité du CPT revendique l'autorité pour destituer le Premier ministre mais fait face à une ambiguïté légale car le décret fondateur n'accorde pas explicitement ce pouvoir. Les gouvernements des États-Unis et du Canada ont pris la mesure sans précédent de qualifier publiquement les membres du CPT d'acteurs criminels alliés aux gangs. L'appel direct du Secrétaire Rubio au Premier ministre Fils-Aimé le 23 janvier signale le plus haut niveau d'engagement des États-Unis dans la crise exécutive domestique d'Haïti. Le délai de remplacement de trente jours s'étend au-delà de l'expiration du mandat le 7 février 2027 créant un vide de légitimité de succession. L'opposition du Président du CPT Laurent Saint-Cyr à la révocation révèle de profondes divisions internes au sein du conseil qui peuvent empêcher une prise de décision unifiée.

Les organisations internationales y compris les Nations Unies ont appelé à la continuité de la gouvernance et à éviter la fragmentation politique pendant la phase finale de la transition.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes devraient se préparer à de multiples scénarios de gouvernance incluant la fragmentation du CPT, des revendications parallèles d'autorité exécutive ou des arrangements intérimaires imposés de l'extérieur.

Les acteurs du secteur privé avec des opérations nécessitant des approbations ou des permis gouvernementaux devraient anticiper une paralysie décisionnelle ou une autorité contestée sur les contrats et licences.

Les organisations internationales devraient clarifier quels acteurs institutionnels elles reconnaîtront comme contreparties légitimes pour la mise en œuvre de programmes et les décaissements financiers.

Les agences humanitaires devraient établir des protocoles de contingence pour les négociations d'accès si des autorités exécutives concurrentes émergent après le 7 février.

Les missions diplomatiques devraient maintenir des canaux de communication directs avec les deux factions du CPT et le bureau du Premier ministre pour préserver la flexibilité dans des conditions en évolution rapide.

Les évaluations de risque politique devraient tenir compte de la possibilité de sanctions ciblées contre des membres spécifiques du CPT incluant des restrictions de visa ou des gels d'avoirs qui pourraient affecter leur capacité opérationnelle.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Les opérations de sécurité le long de la Route Nationale 1 entre Port-au-Prince et l'Artibonite ont produit des résultats tactiques mais ont échoué à restaurer un accès civil soutenu ou un mouvement commercial. La Police Nationale d'Haïti soutenue par des éléments de la Force de Suppression des Gangs a mené des opérations nocturnes à Bercy entre Cabaret et Arcahaie dans la nuit du 20 au 21 janvier 2026. L'opération a résulté en six membres présumés de gangs tués et des saisies d'armes et de munitions. Le monitoring de sécurité de HALO Solutions a confirmé l'action mais a rapporté que la zone n'a pas encore été entièrement sécurisée avec des affrontements en cours et un retour civil impossible. Bercy se situe à une jonction critique où les gangs basés à Canaan maintiennent la capacité d'interdire le trafic nord-sud.

Des événements de déplacement séparés à Montrouis plus au nord sur la Route Nationale 1 démontrent l'insécurité persistante à travers le corridor. Des attaques armées fin décembre 2025 et début janvier 2026 ont déplacé environ 1120 personnes selon les évaluations de l'Organisation Internationale pour les Migrations datées du 6 janvier 2026. Les populations déplacées se sont réfugiées chez des familles d'accueil à Rozo, Aymé, Dipen et Saint-Marc. Au 6 janvier le Bureau des

Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires a rapporté que la Route Nationale 1 demeurerait inaccessible à Montrouis avec un accès à de multiples localités très difficile et exposé aux attaques armées. La combinaison de présence de gangs, de barrages d'autodéfense communautaire et de volatilité liée aux déplacements a créé un risque d'interruption persistant pour les mouvements humanitaires et commerciaux.

Le schéma opérationnel reflète un défi plus large dans la réponse sécuritaire d'Haïti. Les unités de la Police et de la Force de Suppression des Gangs peuvent obtenir des victoires tactiques dans des emplacements spécifiques grâce à une puissance de feu concentrée et des déploiements de véhicules blindés. Cependant ces gains se révèlent fragiles sans présence soutenue et prestation de services pour prévenir la réinfiltration des gangs. L'axe Bercy-Arcahaie-Montrouis-Saint-Marc représente le principal corridor terrestre reliant Port-au-Prince aux départements du nord incluant l'Artibonite qui a connu une augmentation de 210 pour cent des homicides intentionnels durant 2025. Sans accès fiable à la Route Nationale 1, les agences humanitaires font face à de sévères contraintes pour atteindre les populations dans les départements du Centre et de l'Artibonite tandis que les acteurs commerciaux encourent des coûts prohibitifs ou abandonnent entièrement les marchés du nord.



CONTEXTE HISTORIQUE

La Route Nationale 1 sert d'artère principale nord-sud d'Haïti depuis l'époque coloniale reliant Port-au-Prince au Cap-Haïtien et aux villes intermédiaires. La colonie de Canaan au nord de Port-au-Prince a émergé après le séisme de 2010 comme un camp de déplacement non planifié qui a évolué en communauté permanente. Les groupes armés basés à Canaan exploitent maintenant la proximité de la colonie avec la Route Nationale 1 pour établir des points de contrôle et des opérations d'extorsion ciblant le trafic commercial et de passagers.

POINTS DE DISCUSSION

Les opérations de Bercy du 20 au 21 janvier ont tué six membres présumés de gangs mais n'ont pas sécurisé la zone pour le retour civil ou le transit commercial.

HALO Solutions rapporte des affrontements en cours à Bercy avec la zone demeurant non sécurisée malgré les gains tactiques de la police.

Le déplacement de Montrouis a atteint environ 1120 personnes au début janvier avec l'accès à la Route Nationale 1 toujours compromis.

Les Nations Unies ont confirmé que la Route Nationale 1 demeurerait inaccessible à Montrouis au 6 janvier avec des localités exposées aux attaques armées.

L'insécurité persistante du corridor impacte directement l'accès humanitaire aux départements de l'Artibonite et du Centre qui ont connu une augmentation d'homicides de 210 pour cent en 2025.

Sans présence sécuritaire soutenue et prestation de services les gains tactiques se révèlent fragiles et réversibles en quelques jours ou semaines.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les ONG devraient éviter de présumer un accès à la Route Nationale 1 pour la programmation dans les départements du nord et développer un acheminement alternatif de chaîne d'approvisionnement par options maritimes ou aériennes.

Les opérateurs logistiques du secteur privé devraient factoriser les coûts de sécurité de convoi et les fermetures complètes potentielles de routes dans les opérations du nord d'Haïti.

Les agences humanitaires devraient prépositionner des fournitures à Saint-Marc et Gonaïves pour réduire la dépendance aux convois de réapprovisionnement de Port-au-Prince à travers les zones contestées.

Les contractants de sécurité soutenant les opérations ONG ou d'entreprises devraient effectuer une reconnaissance de route dans les 24 heures des mouvements planifiés car les conditions changent rapidement.

Les programmes de développement dans l'Artibonite et le Centre devraient incorporer des budgets d'atténuation sécuritaire de 15 à 25 pour cent au-dessus des coûts opérationnels standard.

Les politiques de mouvement du personnel devraient interdire les déplacements routiers sur la Route Nationale 1 au nord de Cabaret sans escorte armée et surveillance de menace en temps réel.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Les opérations de la Police et de la Force de Suppression des Gangs dans le centre de Port-au-Prince ont déplacé environ 6000 personnes supplémentaires depuis le 6 janvier 2026 portant la population nationale déplacée interne à environ 1,4 million représentant 12 pour cent de la population totale d'Haïti. Les opérations se sont concentrées à Bel-Air, La Saline, Delmas 2, Delmas 4, Delmas 6, rue Magloire Ambroise et Nazon utilisant des drones chargés d'explosifs, de l'équipement de démolition lourde et des véhicules blindés. La police a affirmé que certaines zones du centre-ville ont été rétrogradées du statut de sécurité rouge à orange indiquant de modestes améliorations dans la présence de l'État. Cependant l'intensité des opérations de combat urbain a créé de sévères effets collatéraux sur les populations civiles et l'infrastructure humanitaire.

Médecins Sans Frontières a suspendu les activités à son installation de Bel-Air après que le site ait été pris dans un tir croisé le 6 janvier 2026 piégeant sept volontaires à l'intérieur. Un ancien volontaire a été tué dans des violences connexes. La suspension de MSF représente une perte significative de capacité médicale dans une zone où seulement environ 10 pour cent des établissements de santé avec capacité hospitalière demeurent pleinement opérationnels. Les Nations Unies estiment que 4,9 millions de personnes nécessitent une assistance médicale d'urgence au niveau national. La combinaison de fermetures d'établissements, de poussées de déplacement et d'opérations de combat en cours crée des lacunes aiguës dans les soins de traumatologie, les services de santé maternelle et la gestion des maladies chroniques pour les populations piégées dans les quartiers contestés.

Les chiffres de déplacement aggravent les pressions humanitaires préexistantes. Les évaluations de l'Organisation Internationale pour les Migrations et des Nations Unies ont enregistré les 6000 nouvellement déplacés entre le 6 et le 15 janvier avec des concentrations dans les zones entourant les zones opérationnelles. Les populations déplacées se réfugient typiquement chez des familles d'accueil mettant à rude épreuve des ressources déjà limitées ou occupent des sites informels manquant d'eau, d'assainissement et de services de santé. Le calendrier des opérations urbaines à grande échelle chevauche les derniers jours du mandat du Conseil Présidentiel de Transition créant une incertitude sur la continuité de la gouvernance pour la coordination humanitaire et les négociations d'accès. Les risques de protection incluant la violence sexuelle, la séparation d'enfants et l'exploitation augmentent substantiellement dans les contextes de déplacement où la surveillance institutionnelle est faible ou absente.



CONTEXTE HISTORIQUE

Bel-Air et La Saline ont fonctionné comme bastions stratégiques de gangs depuis que la crise politique s'est intensifiée en 2018. Les quartiers procurent une proximité à la zone du Palais National, un accès au port et un terrain urbain dense qui complique les opérations policières conventionnelles. Les tentatives précédentes de nettoyer ces zones en 2023 et 2024 ont obtenu des résultats temporaires mais les gangs ont typiquement rétabli le contrôle en quelques semaines après le retrait des forces de sécurité.

POINTS DE DISCUSSION

Environ 6000 personnes déplacées à Port-au-Prince depuis le 6 janvier portant le total national de déplacés internes à 1,4 million.

Médecins Sans Frontières a suspendu les opérations de Bel-Air après que l'installation ait été prise dans un tir croisé le 6 janvier avec un ex-volontaire tué.

Seulement 10 pour cent des établissements de santé avec capacité hospitalière demeurent pleinement opérationnels tandis que 4,9 millions nécessitent une assistance médicale d'urgence.

Les opérations policières utilisant des drones et de l'équipement de démolition lourde ont obtenu des gains tactiques mais à un coût collatéral significatif pour l'infrastructure civile.

Les poussées de déplacement créent des risques de protection aigus incluant la violence sexuelle et l'exploitation d'enfants dans des contextes avec une surveillance institutionnelle faible.

L'intensité opérationnelle survient durant les derniers jours avant l'expiration du mandat du 7 février compliquant la continuité de la coordination humanitaire.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les agences humanitaires devraient établir des systèmes de suivi de déplacement rapide pour identifier les besoins de protection émergents et les lacunes de services en temps réel.

Les acteurs du secteur de la santé devraient prépositionner des fournitures de traumatologie et des équipes médicales mobiles anticipant des fermetures d'établissements et des interruptions d'accès dans les zones opérationnelles.

Les spécialistes de la protection devraient se déployer vers les nouveaux sites de déplacement

dans les 48 heures pour effectuer des évaluations de vulnérabilité et établir des voies de référence. Les protocoles de sécurité ONG devraient interdire la présence du personnel à Bel-Air, La Saline et les zones opérationnelles de Delmas durant les phases de combat actif. Les agences d'abri et WASH devraient préparer une capacité de poussée pour 10000 à 15000 personnes déplacées supplémentaires si les opérations s'étendent aux quartiers adjacents. Les plateformes de plaidoyer devraient engager les missions diplomatiques sur le besoin de pauses humanitaires ou de corridors pour permettre les évacuations médicales et les mouvements de fournitures.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: La Force de Suppression des Gangs soutenue par les Nations Unies opère actuellement à environ 1000 personnels bien en dessous de son plafond autorisé avec un déploiement complet non prévu avant l'été ou l'automne 2026. Le Représentant Spécial de l'ONU Carlos Ruiz-Massieu a déclaré le 21 janvier que des contingents supplémentaires arriveraient d'ici avril 2026 avec une montée graduelle à 5500 troupes conditionnelle aux engagements de financement et à la préparation des nations contributrices de troupes. Le personnel actuel est principalement constitué de policiers kenyans avec des armes lourdes et des actifs de mobilité aérienne limités. La force conduit des opérations ciblées de contre-gangs guidées par le renseignement, protège l'infrastructure critique incluant l'aéroport et le port et sécurise les corridors humanitaires en soutien à la Police Nationale d'Haïti.

Le calendrier de déploiement crée un vide de capacité significatif durant la phase la plus critique de la transition. Avec le mandat du Conseil Présidentiel de Transition expirant le 7 février 2027 et les processus électoraux prévus pour août et décembre 2026 l'environnement sécuritaire doit se stabiliser suffisamment pour permettre l'enregistrement des électeurs, les campagnes des candidats et les opérations de bureaux de vote. La force actuelle de 1000 personnels manque de capacité pour simultanément tenir le terrain urbain nettoyé, protéger l'infrastructure électorale à travers de multiples départements et répondre aux offensives de gangs à grande échelle. Les officiels de l'ONU reconnaissent que même à pleine capacité l'autorisation de 5500 personnels représente une fraction de ce que la doctrine conventionnelle de contre-insurrection prescrirait pour une ville de la taille de Port-au-Prince avec des forces de gangs estimées à 12000 combattants.

L'efficacité opérationnelle dépend aussi du financement international soutenu qui demeure incertain. La Force de Suppression des Gangs opère par contributions volontaires plutôt que par budgets de maintien de la paix évalués de l'ONU créant une incertitude financière mois par mois. Les délais dans l'approvisionnement d'équipement, le réapprovisionnement de munitions et le financement de rotation de force ont contraint le tempo opérationnel ces dernières semaines. Le mandat de la force inclut la protection des corridors humanitaires mais la mise en uvre nécessite une coordination avec les agences humanitaires de l'ONU et les ONG qui manquent souvent

d'information en temps réel sur les horaires de patrouille GSF ou les routes dégagées. Ce vide de coordination résulte en des convois humanitaires soit attendant des jours pour une couverture sécuritaire confirmée soit se déplaçant indépendamment à travers des zones contestées à risque élevé.

Les efforts d'expansion de la Police Nationale d'Haïti complètent mais ne peuvent se substituer à la présence de force internationale. La PNH a déployé 892 nouveaux officiers de sa 35ème classe diplômée début janvier vers des zones de haute violence et des sites de déplacement. Cependant la PNH fait face à des défis de recrutement, des pénuries d'équipement et des problèmes de moral découlant d'une exposition au combat soutenue et de salaires inadéquats. La force demeure numériquement équivalente aux combattants de gangs à environ 12000 personnels chacun créant une parité stratégique qui empêche un avantage décisif sans le soutien d'armes lourdes de la GSF. Les évaluations de sécurité internationales concluent que la PNH peut tenir le terrain urbain avec l'assistance de la GSF mais manque de capacité indépendante pour des opérations offensives à grande échelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

La Force de Suppression des Gangs représente un mécanisme de sécurité transitoire créé après que le Conseil de Sécurité de l'ONU ait décliné d'autoriser une opération de maintien de la paix traditionnelle en 2024. Le Kenya a engagé le plus grand contingent sous un accord bilatéral avec Haïti soutenu par le soutien politique et la coordination logistique de l'ONU. Les interventions internationales précédentes incluant la MINUSTAH de 2004 à 2017 ont déployé entre 6000 et 12000 personnels à la force de pointe indiquant que les niveaux de force actuels demeurent substantiellement en dessous des précédents historiques.

POINTS DE DISCUSSION

La Force de Suppression des Gangs opère actuellement à 1000 personnels avec un déploiement complet de 5500 troupes prévu pour l'été ou l'automne 2026.

Les officiels de l'ONU ont confirmé que des contingents supplémentaires arriveraient d'ici avril 2026 conditionnels aux engagements de financement et à la préparation des contributeurs.

La force protège l'aéroport, le port et l'infrastructure critique mais manque de capacité pour simultanément tenir le terrain dégagé et étendre les opérations.

La Police Nationale d'Haïti a déployé 892 nouveaux officiers en janvier mais demeure à parité numérique avec les forces de gangs à environ 12000 chacune.

La GSF opère sur contributions volontaires créant une incertitude de financement mois par mois qui contraint le tempo opérationnel.

Les vides de coordination entre la GSF et les acteurs humanitaires résultent en délais de convois ou mouvements à risque élevé à travers des routes non sécurisées.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La planification sécuritaire devrait assumer que les niveaux de menace actuels persistent au moins

jusqu'à mi-2026 avec des améliorations incrémentales modestes plutôt que des changements dramatiques.

Les ONG et entreprises devraient développer des réseaux de renseignement sécuritaire indépendants plutôt que de se fier exclusivement à la présence GSF pour les évaluations de menace.

Les organisations nécessitant une escorte armée devraient contracter avec des prestataires de sécurité privés vérifiés car la GSF manque de capacité pour la protection routinière de convois humanitaires.

Les programmes d'assistance électorale devraient budgétiser des mesures de sécurité renforcées incluant des sites d'enregistrement fortifiés et du transport blindé pour les matériels et le personnel. Les efforts de plaidoyer devraient cibler les capitales donatrices pour sécuriser des engagements de financement GSF multi-années qui permettent des opérations soutenues au-delà de la réponse d'urgence immédiate.

Les plans de contingence devraient tenir compte de scénarios potentiels de retrait GSF ou d'expiration de mandat si des vides de financement ou des disputes politiques émergent durant 2026.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER ENSUITE

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller si les cinq membres du CPT qui ont signé la résolution de révocation du Premier ministre convoquent des sessions formelles ou émettent des décrets supplémentaires affirmant l'autorité exécutive. Toute tentative de nommer un Premier ministre ou cabinet de remplacement dans ce délai déclencherait des réponses immédiates des États-Unis et du Canada potentiellement incluant des sanctions de visa ou des gels d'avoirs. Suivre si le Premier ministre Fils-Aimé maintient l'accès aux bureaux gouvernementaux et si les forces de sécurité continuent de reconnaître son autorité pour les directives opérationnelles. Observer si Laurent Saint-Cyr en tant que Président pro tempore du CPT émet des contre-directives ou des défis légaux formels à la tentative de révocation.

CETTE SEMAINE

Surveiller les interventions diplomatiques internationales au-delà des États-Unis et du Canada particulièrement des États membres de la CARICOM ou de l'Organisation des États Américains qui pourraient médiatiser entre les factions du CPT. Surveiller si le dialogue politique national produit un cadre de consensus pour les arrangements de gouvernance post-7 février ou si les propositions concurrentes des groupes COPPOS-Haïti, Accord de Montana et Accord du 21 Décembre demeurent bloquées. Suivre les opérations de sécurité sur la Route Nationale 1 pour évaluer si les

zones de Bercy et Montrouis se stabilisent suffisamment pour restaurer un trafic commercial limité ou si les gangs rétablissent le contrôle. Observer si des établissements de santé supplémentaires suspendent les opérations dans les zones opérationnelles de Port-au-Prince et si les chiffres de déplacement continuent d'augmenter au-delà des 6000 actuels depuis le 6 janvier.

HORIZON STRATÉGIQUE

La date du 7 février 2027 représente le point de décision définitif pour la trajectoire de transition d'Haïti. Trois scénarios méritent préparation. Premièrement, la majorité du CPT réussit à destituer Fils-Aimé créant un exécutif dual contesté avec des acteurs internationaux divisés sur la reconnaissance et la légitimité. Deuxièmement, la pression externe des États-Unis et du Canada force la majorité du CPT à abandonner la tentative de révocation mais les divisions internes du conseil empêchent une prise de décision efficace dans les derniers jours du mandat. Troisièmement, un compromis négocié de l'extérieur produit un arrangement intérimaire s'étendant au-delà du 7 février avec des structures exécutives modifiées en attente de résultats électoraux. Les trois scénarios comportent des risques substantiels de perturbation de la gouvernance qui se répercuteront sur la viabilité du calendrier électoral, les négociations d'accès humanitaire et la continuité opérationnelle du secteur privé. Le calendrier de déploiement de la Force de Suppression des Gangs garantit que les conditions sécuritaires demeurent fragiles au moins jusqu'à mi-2026 indépendamment des résultats politiques. Les organisations opérant en Haïti devraient finaliser des plans de contingence pour de multiples scénarios de gouvernance d'ici le 31 janvier pour préserver la flexibilité décisionnelle.

SOURCES PRIMAIRES

1. Reuters: Two top Haiti leaders signal PM could be removed after US threats (23 janvier 2026)
2. Le Nouvelliste: Tres severe mise en garde des USA au CPT (20 janvier 2026)
3. Le Nouvelliste: Cinq membres du CPT signent pour changer de gouvernement (22 janvier 2026)
4. U.S. State Department: Secretary Rubio call with PM Fils-Aime (23 janvier 2026)
5. AlterPresse: Laurent Saint-Cyr rejection statement (22 janvier 2026)
6. The Straits Times: Two top Haiti leaders signal PM could be removed (23 janvier 2026)
7. UN News: Haiti entering critical phase ahead of 7 February (21 janvier 2026)
8. UN Security Council Report: Haiti monthly forecast January 2026
9. HaitiLibre: PNH operations in Bercy-Arcahaie corridor (22 janvier 2026)
10. HALO Solutions: Weekly security report 6-13 January 2026
11. OCHA: Armed attacks and displacement in Montrouis situation report (6 janvier 2026)
12. Rezo Nodwes: 6000 nouveaux deplaces depuis le 6 janvier (15 janvier 2026)
13. The New Humanitarian: Haiti in-depth gang violence breeds hunger (21 janvier 2026)
14. UNODC: Explainer on organized crime and gang violence in Haiti (21 janvier 2026)
15. UN Security Council: Special Representative briefing transcript (21 janvier 2026)